D'autre part le Comité électoral adresse aux électeurs républicains et socialistes l'appel suivant :

Citoyens,

Neuf mille sept cent vingt suffrages républicains et socialistes ont préparé dimanche dernier dans cette circonscription la défaite de la réaction cléricale représentée par M. Loyer.

M. Loyer n'a obtenu que 9.214 suffrages.

Par 9,720 voix, vous avez dit à M. Loyer que pendant quatre années, il avait trahi les intérêts des *ouvriers, des agriculteurs et du petit commerce*, en ne votant que des lois favorables aux millionnaires et aux spéculateurs.

Par 9,720 voix, vous avez montré à M. Loyer que la deuxième circonscription était restée républicaine, et qu'il n'y avait plus place chez elle pour les réactionnaires et les cléricaux.

Il faut compléter la victoire dimanche 22 mai, en réunissant vos 9,720 voix sur le nom du citoyen Henri Ghesquière, le seul candidat qui reste, par suite du désistement de M. Werquin, debout contre M. Loyer.

Que pas une voix ne manque à l'appel !

Que tous ceux qui ont voté pour Ghesquière et pour Werquin s'unissent, et dimanche, en apprenant la défaite de M. Loyer, dix mille électeurs célébreront la délivrance de la 2e circonscription, aux cris de :

A bas la Réaction !

Vive la République !

Le Comité Electoral.

MARAIS DE LOMME. — Réunion de la salle Dereuse. — Dimanche soir, les républicains de Lomme se réunissaient, au nombre de trois cents, dans la salle Dereuse, section du Marais, sous la présidence du citoyen Hinswald, conseiller municipal républicain de Lomme, pour entendre le citoyen H. Ghesquière, candidat de la discipline républicaine.

L'honorable président, en ouvrant la séance, explique, avant que d'accorder la parole aux orateurs, l'intérêt qu'il y a pour les républicains et les socialistes de s'entendre au scrutin de ballottage pour abattre la réaction.

Son allocution est vivement applaudie.

Discours de Ghesquière

Le sympathique et dévoué conseiller général de Lille, prenant la parole, examine la situation électorale et déclare qu'il est possible cette fois-ci de battre la réaction grâce à l'union des républicains et des socialistes.

En effet, les voix du citoyen Werquin unies à celles du citoyen Ghesquière au second tour de scrutin, sont suffisantes pour le triomphe de la République.

Voter pour Loyer, dit-il, c'est voter pour les jésuites, pour les sacristies pour le gouvernement des curés, pour le retour à la Restauration.

Voter pour Ghesquière, c'est voter pour le maintien des lois républicaines, pour les réformes démocratiques sur lesquelles tous les vrais républicains sont d'accord, pour repousser toutes les tentatives réactionnaires.

L'orateur rappelle le passé; il cite l'histoire depuis 1870 jusqu'à nos jours; il réfute les calomnies de M. Loyer qui le traite de sans-patrie; il montre la différence qui existe entre le patriotisme des républicains et des socialistes et celui des cléricaux et des monarchistes déguisés en républicains pour mieux écouter la République.

La France aux Français, soit, s'écrie l'orateur, mais alors il faut chasser de France tous les jésuites étrangers que l'on a mis à la porte et qui sont rentrés par les fenêtres, mais ce qu'il faut aussi, c'est la République aux républicains.

Notre ami a été chaleureusement acclamé.

Discours de Renard

Le citoyen Renard prend la parole à son tour pour coopérer, dit-il, pour sa faible part, à la victoire certaine de la République dans la 2e circonscription de Lille.

Rappelant aux républicains les longues luttes du passé contre la monarchie et le cléricalisme, il fait le tableau du régime des curés. Le triomphe de la réaction cléricale, dit l'orateur, c'est le curé rentrant dans l'école, c'est l'instituteur ressumis au rôle de bedeau, c'est la liberté de conscience foulée aux pieds.

Il fait le procès du ministère Méline, ministère du pain cher, de la réaction [illegible] et des [illegible] M. Loyer de ne pas reculer jusqu'à s'abstenir. M. Loyer, dit-il, se targue de la défaite de Jaurès et de Guesde, ces deux éminents socialistes battus par la corruption électorale et la terreur patronale, pour espérer les voix des républicains eux-mêmes.

Mais, républicains et socialistes, ajoute-t-il en terminant, peuvent s'entendre sur le terrain des réformes; si nous voulons conserver la République et les institutions républicains, unissons-nous pour faire face à l'ennemi commun, le cléricalisme, la réaction du capitalisme et du jésuitisme.

L'orateur a obtenu un grand et légitime succès.

Le président et deux citoyens sont venus à la tribune pour conjurer tous les républicains sans distinction de nuances, de coopérer au triomphe de la République en assurant le succès du citoyen H. Ghesquière. Ils ont été vivement applaudis.

Le citoyen Hinswald, conseiller municipal de Lomme vient déclarer que, au premier tour, il a voté pour le citoyen Werquin, parce que les idées du citoyen Ghesquière lui paraissaient trop avancées, mais qu'à présent qu'il est le seul candidat vraiment républicain en face du candidat de la réaction, il votera pour le citoyen Ghesquière et il invite ses amis à en faire autant, le citoyen Ghesquière étant le porte-drapeau de la République.

L'ordre du jour suivant est ensuite mis aux voix :

«Les républicains réunis le 15 mai dans la salle du citoyen Dereuse, au Marais de Lomme, s'engagent de faire triompher sur le nom du citoyen Ghesquière la République des républicains.

«Aux urnes le 22 mai au cri de : Vive la République démocratique»

Après le vote de cet ordre du jour à l'unanimité, la séance est levée au cri de ; Vive la République !

***

3e Circonscription

LA MADELEINE. — A la Poire d'Or. — Un grand nombre d'électeurs étaient réunis hier, à la Poire d'Or, pour entendre les citoyens Sever et Delesalle.

Après la constitution du bureau la parole est donnée au candidat républicain socialiste dont l'apparition à la tribune provoque les applaudissements.

Discours de Sever

L'intérêt de la République déclare Sever, exige l'union de tous ceux, progressistes, radicaux, socialistes, qui la veulent prospère et réformatrice. C'est l'opinion de Millerand, de Mesureur; c'est l'opinion des journaux républicains de Lille, le *Réveil* et le *Progrès*.

Au second tour de scrutin, nous marchons au combat contre le ministère Méline et le cléricalisme. Leurs tenants se disent républicains et vous avez vu l'un d'eux, invoquant à son profit la discipline républicaine, demander aux progressistes de reporter sur lui les voix qu'ils avaient données, au premier tour à leur candidat. C'est qu'en effet, eux seuls, aujourd'hui se disent républicains, comme ils se prétendent seuls patriotes.

Pour empêcher l'union des radicaux et des socialistes, les conservateurs cherchent à effrayer les électeurs, en débitant sur le compte du Parti ouvrier des calomnies ridicules.

Elles ne leur suffisent même pas et à ces attaques d'ordre général viennent s'en joindre d'autres d'ordre exclusivement privé, adressées à ceux de nous qui ont été choisis pour porter notre drapeau.

D'après la *Dépêche*, M. Gayet, dans la réunion privée et conservatrice d'hier, au Pré-Catelan, aurait porté contre moi l'accusation d'avoir répudié mes galons. Je ne connais pas M. Gayet, mais il est, m'a-t-on dit, en tel état d'infériorité physique que lui envoyer des témoins serait peine perdue. S'il avait au cœur la moindre délicatesse et le souci de son propre honneur, il devrait comprendre que ces attaques lui sont interdites, à lui qui ne peut jusqu'au bout en porter la responsabilité. (Bravos et acclamations.)

En dépit des efforts des réactionnaires, l'union se fera partout entre progressistes, radicaux et socialistes, au profit de celui de leurs candidats qui aura réuni le plus de voix au premier tour de scrutin, et ensemble nous vaincrons le ministère Méline et ses préfets au cri de : Vive la République (salve d'applaudissements).

Incident

Un démocrate chrétien du nom de Haidy, monte ensuite à la tribune et y reste vingt minutes en répétant sans cesse la même phrase vide de sens et de bon sens.

Il en descend en prétendant qu'on l'empêche de parler, ce qui lui vaut les huées de l'auditoire.

Discours de Delesalle

Delesalle lui succède et s'adressant aux républicains qui ont voté pour le citoyen Tribourdaux, il développe les raisons de principe, de personne, d'intérêt local et national qui doivent obliger les républicains et les socialistes à s'unir pour assurer l'échec du ministère Méline et de la réaction.

Le discours de Delesalle est très applaudi par les républicains présents et l'ordre du jour en faveur de Sever est voté à l'unanimité.

MONS-EN-BARŒUL. — A l'An quarante. — Les citoyens, réunis à l'estaminet de l'An quarante, acclament pour président le citoyen Bayard, pour assesseurs les citoyens Darragus et Lelièvre.

La parole est donnée au citoyen Ragheboom qui, devant une salle comble, et pendant plus d'une heure, développe, avec son talent habituel, le programme du parti ouvrier, en établissant sa concordance avec celui de Gambetta. Son discours, interrompu à maintes reprises par des applaudissements chaleureux, ne prend fin qu'à l'arrivée du colonel Sever, qui avait été retenu à la réunion de la Madeleine.

Le citoyen Sever s'excuse de son retard involontaire. Pour prouver l'entente établie entre le ministère Méline et les cléricaux, il cite un article de la *Croix*, disant que le mot d'ordre du clergé est de faire voter, sous peine de commettre une vilaine action, pour un «sectaire» ou un «apostat» qui aurait promis de soutenir les lois «intangibles».

La *Croix*, journal du pape et des congrégations, soutient chaque jour les candidats ministériels ; le gouvernement de M. Méline marche donc bien d'accord avec les cléricaux. Il mendie leur concours et nous pouvons nous demander de quel prix ceux-ci le lui feraient payer, si le suffrage universel ne les balayait, eux et lui, du même coup. (Applaudissements).

A cette coalition du ministère et des cléricaux, les républicains progressistes, radicaux et socialistes, doivent en opposer une autre. Leurs programmes des luttes journalières se confondent presque.

Programme du Parti ouvrier et programme du comité d'action pour les réformes républicaines sont issus de celui de Gambetta. L'union entre eux est facile, elle se fera et triomphera dimanche prochain des résistances gouvernementales. (Bravos prolongés).

Après un vain appel à la contradiction et le vote à l'unanimité d'un ordre du jour favorable à la candidature du colonel Sever, la réunion est levée aux cris de : Vive la République !

***

4e circonscription

Pression électorale à Comines. — On nous écrit :

Les faits de pression et de corruption électorale que l'on vous a signalés dans différentes communes n'ont pas été moindre à Comines. Les présidents de sociétés de vingt conduisaient leurs hommes voter jusqu'au bureau. Un nommé L.... patron rubanier, a même, en compagnie de quelques présidents fait ouvrir son bulletin, en face même du bureau, à un électeur qui fait partie de ces sociétés et qui était douteux. Ayant été témoin de ce fait j'ai adressé une protestation signée de 4 témoins pour être annexée au procès-verbal de l'élection.

VERBREUGH Henri.

***

8e circonscription

MARCQ-EN-BARŒUL. — Conférence Mesureur. — Nous rappelons que c'est ce soir, à 8 h. qu'aura lieu, à Marcq-en-Barœul, salle de la Société de gymnastique, rue de Lille, la conférence que doit faire M. Mesureur, ancien ministre radical-socialiste du cabinet Bourgeois, dont l'attitude vis-à-vis du parti socialiste a toujours été des plus correctes.

Nous invitons tous nos amis du Parti ouvrier à aller écouter l'orateur, et à observer en cette occasion l'attitude que leur indiquent les menées de la réaction.

ARRONDISSEMENT DE DOUAI

2e circonscription

Comme on le sait, depuis mardi dernier, le citoyen Moché avait remis aux membres de la commission électorale le mandat à lui confié par les membres du parti réunis en congrès le 9 janvier dernier.

Voici dans quels termes le citoyen Moché s'est désisté:

MOCHÉ A SES ÉLECTEURS

Citoyens,

Par 4692 voix, vous avez dimanche dernier affirmé votre foi républicaine et socialiste sur mon nom. Vous avez, en votant pour moi protesté contre les inégalités sociales et contre l'impuissance de nos gouvernants de faire et d'appliquer les lois protectrices du travail, en face des exigences absurdes du capital.

Je n'ai qu'à vous assurer mon ardente sympathie.

Je remercie tous ceux qui soit par leur argent, soit par leur dévouement désintéressé, m'ont apporté leur concours dans cette grande lutte électorale.

Devant l'insistance qui nous est faite, et vu les 7475 voix obtenues par le candidat républicain progressiste, d'accord en cela avec le comité, j'ai pensé que dans l'intérêt de la République il était de mon devoir de me retirer.

Camarades, vous avez le 8 mai dernier affirmé votre foi socialiste. L'union de tous les travailleurs s'impose, pour la conquête de nos droits et de notre liberté.

Vous ne faillirez pas à votre devoir, vous me retrouverez toujours prêt à faire aboutir nos revendications dans la mesure de nos forces, pour le triomphe de la République sociale.

A. MOCHÉ.

ARRONDISSEMENT DE CAMBRAI

2e Circonscription

Cinq importantes Réunions Electorales

Hier la deuxième circonscription de Cambrai où notre ami Julien Rassel lutte au scrutin de ballottage contre le clérical Morcrette-Ledieu qu'il a devancé de près de cinq cents voix au premier tour de scrutin a vu cinq importantes manifestations électorales dont voici un rapide compte-rendu :

***

A CAULRY. — Conférence de Siauve-Evansy. — Le citoyen Siauve-Evansy a parlé devant plus de douze cents personnes, à six heures du soir, sur la politique générale et locale.

Son discours qui a duré près d'une heure a été maintes fois coupé d'applaudissements enthousiastes.

L'orateur a démontré que tous les républicains, sans distinction de nuances, avaient aujourd'hui le devoir de s'unir pour barrer la route à la réaction que personnifie M. Morcrette-Ledieu dans la deuxième circonscription de Cambrai.

Après avoir dit ce qu'était Rassel, homme privé et l'avoir défendu contre les infâmes calomnies de ses adversaires, Siauve-Evansy a montré par une péroraison vibrante sur la défense de la République qui a soulevé des bravos répétés.

Le citoyen Fiévet qui, en sa qualité de président de la réunion, l'avait ouverte par un éloquent discours en faveur de Rassel, l'a clôturée, après un vain appel à la contradiction, par quelques judicieux conseils aux électeurs qu'il a invités à se méfier des manœuvres des réactionnaires.

— «Le succès de Rassel, a-t-il dit, ne fait doute pour personne, mais il sera d'autant plus éclatant que les urnes seront mieux surveillées».

Cette allusion aux pickpockets réactionnaires a été longuement applaudie.

La séance a été ensuite levée sans incidents.

AU CATTEAU. — Conférence de Delory et de Devraigne. — En même temps que Siauve parlait à Caudry, les citoyens Delory, maire de Lille et Georges Devraigne faisaient une conférence au Catteau, devant plus de quinze cents personnes.

Là, le succès n'a pas été moins vif qu'à Caudry.

Un grand nombre de radicaux qui, au premier tour de scrutin, ont voté pour MM. Gosset et Hennappes, affirmaient à nos amis qu'ainsi que l'a conseillé M. Mesureur et que s'y est engagé M. Gosset lui-même, leurs suffrages iraient au candidat socialiste.

Le citoyen Delory a obtenu un magnifique succès de tribune quand il a expliqué avec son habituelle bonhomie ce qu'est ce socialisme dont certains, plus intéressés que consciencieux essayent de faire un épouvantail.

Devraigne s'est plus spécialement adressé aux agriculteurs il leur a dit que le ministère Méline avait trahi leurs intérêts malgré ses prétentions, de les servir exclusivement. Le jeune et vaillant orateur a été lui aussi très applaudi et la candidature de Rassel mise aux voix a réuni l'unanimité des assistants.

A SOLESMES. — Conférence de Wellhof et de Marliot. — La réunion de Solesmes avait attiré plus de mille électeurs. La aussi, les radicaux étaient venus nombreux.

Le citoyen Wellhof en un langage clair et précis fait le procès du gouvernement des affameurs que nous possédons pour quelques jours encore et il adjure tous les républicains, tous les libres-penseurs de s'unir pour envoyer à la Chambre, dimanche prochain, le travailleur honnête, le démocrate ardent et convaincu qu'est le citoyen Rassel.

Marliot a soulevé des applaudissements chaleureux quand il a peint la profonde misère des prolétaires du Cambrésis. Très connu et très estimé, dans la contrée, notre ami exerce auprès des travailleurs une légitime influence qu'il a mise depuis le début de la campagne et sans compter au service du candidat socialiste.

C'est aux cris de : «Vive la République !» que la séance a été levée.

A CAULLERY. — Conférence des citoyens Rassel et Carlier. — La commune de Caullery a fait, hier soir, un accueil enthousiaste aux citoyens Rassel, candidat socialiste et à notre ami Carlier.

Ouverte à six heures, la conférence s'est prolongée jusqu'à sept heures et demie, devant sept cents électeurs qui ont écouté avec attention l'exposé du programme du citoyen Rassel et ont vigoureusement applaudi la charge à fond qu'a faite le citoyen Carlier contre M. Morcrette-Ledieu et ses amis qui se sentent perdus répandant sournoisement contre Rassel les bruits les plus malveillants et les plus infames.

La candidature Rassel a été acclamée aux cris de «A bas Morcrette !»

A ESNES. — Superbe réunion. — Aussitôt après la réunion de Caullery les citoyens Rassel et Carlier se sont rendus à Esnes où leur succès a été tout aussi vif. Quatre cents électeurs agricoles, d'Esnes ou des villages avoisinants, ont acclamé le candidat de la République sociale. Nous avons entendu un vieillard dire à la sortie :

— «J'ai toujours voté pour la République et ce n'est pas l'or de M. Morcrette qui me fera changer d'idée.»

Comme les orateurs quittaient la localité, une manifestation s'est spontanément organisée qui les a accompagnés aux limites de la commune aux cris de «Vive Rassel ! A bas Morcrette !» et au chant de la Marseillaise.

***

On vient de le voir, la journée d'hier a été bonne, dans le Cambrésis, pour notre propagande.

Bien malin serait le Morcrette qui parviendrait à étouffer les ferments socialistes jetés dans cette région et à empêcher notre moisson d'être abondante !

RÉUNIONS ÉLECTORALES

2e CIRCONSCRIPTION DE LILLE

LILLE. — Lundi 16 mai, à 8 h. du soir, estaminet du Grand General, 9, rue d'Esquermes, réunion par Siauve et Ragheboom.

— Lundi 16 mai, à 8 h. du soir, estaminet Thomas, place Catinat, réunion par H. Ghesquière et Vandaele.

— Mardi 17 mai, à 8 h. 1/2 du soir, estaminet Hubert 70, rue de Ronchin, réunion par Deverny et Samson.

— Mardi 17 mai, à 8 heures du soir, avenue de Dunkerque, 109, estaminet Deledique, réunion par H. Ghesquière et Ragheboom.

3e CIRCONSCRIPTION DE LILLE

LILLE. — Lundi 16 mai, à 8 heures du soir, rue du Vieux Faubourg, 64, «Au Bleu Galant», réunion par le colonel Sever et Devraigne.

— Lundi 16 mai, à 8 heures du soir, rue du Long Pot, (ancien Pré Catelan), réunion par Sever et Delesalle.

— Mardi 17 mai, à 11 heures du matin, salle du Furnimbach, rue de la Halle, réunion par Sever et Delesalle.

— Mardi 17 mai à 8 heures du soir, estaminet de Versailles, rue de Poids, réunion par Sever et Ferrand.

VOLEURS DE PAIN

Au lendemain de l'acquittement de Mlle Ménard par les juges de Château-Thierry — acquittement confirmé par la cour d'Amiens — la conférence des avocats avait mis, à son ordre du jour, cette question :

«La faim, qui pousse un individu à dérober des aliments, peut-elle constituer le cas de force majeure prévu par l'article 64 du Code pénal?»

MM. Rigaud et Rougé ont soutenu l'affirmative. MM. Maurice Berthou et Dupré-Latour, la négative.

Conformément aux conclusions de M. André Fleury, comme ministère public, la conférence a, nous l'avons annoncé, adopté l'affirmative.

MM. Rigaud et Rougé d'une part, M. André Fleury de l'autre ont, à cette occasion, fait des recherches qui ont amené des découvertes fort curieuses, celle notamment d'un débat devant la cour de justice criminelle et spéciale de la Seine-Inférieure, le 29 prairial an XIII.

Cette cour condamna à mort un tisserand, François Boitout qui avait volé trois pains de douze livres en pénétrant chez un boulanger.

La loi était alors excessivement dure, féroce pourrions-nous dire, pour ce qui n'est plus aujourd'hui qu'un délit.

Mais les magistrats se demandèrent pourtant avec inquiétude si on guillottinerait ce pauvre Boitout.

Un recours en grâce fut signé et présenté, avec conclusions favorables, par le conseil des grâces à Napoléon Ier.

Les hauts défenseurs du condamné à mort firent valoir que le voleur de pain était réduit à la dernière indigence, qu'il ne pouvait assurer la subsistance de sa femme et de ses six enfants; que lorsqu'on perquisitionna chez lui, il offrit la restitution du pain qui restait, et que le boulanger, pris de compassion le lui abandonna.

Le malheureux avait avoué lui-même les circonstances de son délit, avec un accent qui fendait le cœur, mais n'avait pas ébranlé ses juges.

L'Empereur fit grâce et le Procureur général annonça la bonne nouvelle à l'intéressé par une petite allocution émue :

«Vous avez mérité la mort; notre empereur vous accorde la vie. Il rend un époux à une épouse honnête, un père à des enfants nombreux...

«Oubliez vos inquiétudes si longues, vos chagrins si cuisants, votre captivité si pénible.

«Mais n'oubliez pas le prodige qui vous a tiré de l'abîme; n'oubliez pas quel est, après la Providence, le Dieu qui vous sauva.

«Montrez, dites à vos enfants ce qu'il en coûte de honte quand on cesse d'être honnête.»

L'affaire comportait, cependant, une moralité : c'est qu'une loi, si absolument en désaccord avec la conscience, est mal faite; et que, s'il était bien d'user de clémence, il était encore mieux de refaire la loi.

Le président du tribunal de Château-Thierry a été plus loin : il a parlé de refaire la société; mais ses collègues d'Amiens n'ont pas osé le suivre jusque-là.

L'opinion publique l'avait suivi cependant et c'est elle qui a toujours le dernier mot.

INFORMATIONS

LA CONVOCATION
de la nouvelle Chambre

Paris, 15 mai.

Ce serait une grave erreur de croire, fait remarquer le *Rappel*, que c'est à M. Brisson qu'il incombera de convoquer la chambre: M. Brisson n'est plus président, et les pouvoirs que lui avait conférés la chambre en 1893 ont expiré avec son mandat. Et ce ne serait en aucun cas le président de la Chambre, car avant que la nouvelle chambre puisse procéder à l'élection de son président, il faudra attendre que la validation des pouvoirs soit acquise à la moitié plus un des députés.

Quant à l'ajournement prononcé par la dernière chambre, on ne saurait en tenir aucun compte. C'est là une pure formalité, les règlements qui régissent la chambre voulant que la session ordinaire dure au moins six mois, pendant lesquels, il est vrai, la chambre peut s'ajourner, mais ne peut se dissoudre d'elle-même.

C'est donc au président de la République qu'il appartient de convoquer la chambre par un decret rendu sur la proposition du président du conseil, et il est fort prbable que la nouvelle chambre sera convoquée dans la première huitaine de juin.

L'Alliance Anglo-Saxonne

M. Chamberlain, ministre des affaires étrangères, vient dans un discours appelé à un grand retentissement, de préconiser une alliance anglo-saxonne, politique inspirée au cabinet Salisbury par l'alliance franco-russe.

Après avoir examiné la situation de l'Angleterre dont les intérêts se heurtent constamment à ceux de la Russie en Asie, M. Chamberlain a ajouté :

«... Dans ces conditions quel était le devoir du gouvernement ? D'abord de réunir toutes les parties de l'empire plus fermement qu'elles ne l'ont jamais été et j'ai conscience que nous y avons réussi.

Quel était notre devoir ? C'était d'établir et de maintenir des liens d'amitié personnels avec nos congénères de l'autre coté de l'Atlantique. C'est une nation généreuse et puissante. Elle parle notre langue et est issue de notre race, ses lois, sa littérature, son point de vue dans la plupart des questions sont les nôtres ; ses sentiments, son intérêt pour la cause de l'humanité et pour le développement politique du monde sont identiques aux nôtres.

Je ne sais ce que l'avenir nous prépare ; je ne sais quels arrangements sont possibles ; mais je sais et je sens que le plus étroit, le plus cordial, le plus complet et le mieux défini de ces arrangements sera, du consentement des deux peuples, le meilleur pour eux et pour le monde entier. Et je vais plus loin même ; si terrible que puisse être une guerre, une guerre elle-même ne serait pas un prix trop élevé en comparaison de l'avantage qu'il y aurait à voir nos drapeaux flotter côte à côte et nos navires voguer de conserve vers une alliance anglo-saxonne. Et c'est un des résultats les plus satisfaisants de la politique de lord Salisbury que de voir les deux grandes nations marcher la main dans la main plus unies qu'elles n'ont jamais été depuis un siècle.

Voilà donc, à côté de la Triplice et de l'alliance franco-russe, à la veille de se constituer si elle ne l'est déjà, l'alliance anglo-saxonne.

MORT D'ÉMOTION

Grenoble, 15 mai.

Le général Zede inspectait, hier, les batteries alpines.

Comme il avait fait mander auprès de lui le brigadier-maréchal Trouilloud, proposé pour la médaille militaire, celui-ci se rendit dans sa chambre pour se brosser et rectifier sa tenue. A peine avait-il commencé cette opération, que l'infortuné, pris soudain d'un syncope, s'affaissa entre les bras de ses camarades.

Ceux-ci s'empressèrent de lui donner des soins, mais tout fut inutile, Trouilloud était mort succombant à l'émotion trop violente qu'il avait ressentie en apprenant la proposition flatteuse dont il était l'objet.

Trouilloud, qui était marié depuis quinze mois, n'avait que trente-cinq ans.

Il était originaire de Saint-Hilaire-de-la-Côte.

MORT DE M. NOTHOMB

Bruxelles, 15 mai.

M. Alphonse Nothomb, ministre d'Etat, sénateur pour la province de Luxembourg, ancien ministre de la justice dans le cabinet De Decker, vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-un ans.

EMEUTES DE LA FAIM

Vienne, 15 mai.

De nouvelles émeutes provoquées par le renchérissement du pain ont éclaté dans les faubourgs de Lemberg et dans plusieurs villages de Galicie.

S'inspirant de l'exemple odieux du gouvernement italien, les autorités ont fait à diverses reprises fusiller la foule.

ANNIVERSAIRE RÉVOLUTIONNAIRE

Budapest, 15 mai.

La célébration du cinquantième anniversaire de la grande Assemblée révolutionnaire roumaine de Blasendorf (Blaj) a été interdit par ordre du gouvernement hongrois.

Dernière Heure

La Guerre Hispano-Américaine

Madrid, 15 mai.

Les croiseurs espagnols Condé, Venadito, et Nueva Espana *ont attaqué à la Havane cinq vaisseaux américains armés en guerre, faisant le blocus.*

Ils en ont endommagé un sérieusement et mis en fuite les quatre autres.

La Havane, 15 mai

Les Américains ont tenté de débarquer sur la plage des Bancs ; ils ont été repoussés par les troupes espagnoles.

Celles-ci n'ont eu aucune perte.

LES BAGARRES DE ROUBAIX

Le *Journal de Roubaix* continue à relater les incidents qui se sont déroulés pendant et après l'élection et, naturellement, il n'y a eu, d'après lui, que des «patriotes» frappés et des socialistes assommeurs.

Il a fait appel à tous ses amis qui avaient été plus ou moins égratignés pour se rendre dans ses bureaux et lui expliquer dans quelles circonstances ils avaient été blessés. Le but de tout ce tapage autour des plus petits faits est de maintenir la surexcitation dans les esprits et de faire retomber sur les socialistes la responsabilité de toutes les bagarres qui se sont produites.

Et pourtant, si la vérité pourrait être dite !

Si les socialistes qui ont été assommés par les prétendus patriotes, pouvaient parler ! Si toutes les victimes des brutes à la solde de M. Motte pouvaient dénoncer leurs agresseurs, combien n'en verrait-on pas qui seraient maintenant sous les verroux ?

Car, après les élections, là où un socialiste osait manifester son opinion devant des adversaires politiques, il était immédiatement assommé à coups de matraque.

Mais voilà, les pauvres bougres ne peuvent rien dire. S'ils s'avisaient de porter plainte à la police, ils seraient immédiatement dénoncés à leurs patrons et jetés impitoyablement sur le pavé, privés de travail et de pain.

Un fait entre tous qui le prouve bien : un de nos amis politiques a été assailli dans le quartier du Pile et frappé au point qu'il a été laissé pour mort sur le pavé.

La feuille de M. Reboux raconte la chose, mais en intervertissant les rôles. Le blessé, dit-elle, est un patriote et ses sauvages agresseurs sont des socialistes.

Mis au courant de l'affaire, nous allons trouver la victime. Celle-ci proteste contre ce compte-rendu fantaisiste; mais elle nous supplie de ne pas le rectifier. «J'ai deux de mes enfants qui sont ouvriers dans les usines Motte, dit le pauvre homme, et si on savait que c'est comme socialiste que j'ai été frappé, je suis certain qu'on les mettrait de suite à la porte !»

N'est-ce pas triste, tout cela.

Au *Journal de Roubaix*, on sait ces choses, on connaît cette situation et c'est précisément pourquoi on l'exploite. Mentir, mentir toujours, c'est la maxime des cléricaux.

Les travailleurs roubaisiens finiront bien par discerner le vrai du faux et on ne les trompera pas toujours.

L. B.

25

LES

DEUX GOSSES

PAR

PIERRE DECOURCELLE

PREMIERE PARTIE

Ce que dure le bonheur

V

UN COUP DE FOUDRE

Enfin, après un violent effort, toujours à voix basse :

— Ecoute et pardonne-moi, ma chère, ma bonne sœur, car j'ai de nouveau besoin de ton dévouement et de ta tendresse...

— Que veux-tu dire ? repartit Hélène quelque peu inquiète.

— Après avoir quitté mon mari qui se rendait comme tu le sais, au ministère, je suis allée au bureau de la place de la Bourse pour chercher le paquet que j'y devais trouver. Je te l'ai dit, l'employé me remit une seule lettre. J'allais l'ouvrir pour avoir l'explication de cet envoi unique, qui m'inquiète comme tu le penses. Un homme se dressa devant moi. C'était mon mari qui m'avait suivie, guettée et surprise.

— Mon Dieu ! Mais alors tu es perdue, et je ne m'explique pas...

— ... Le calme et l'air heureux qu'il avait tout à l'heure. Tu vas le comprendre, et c'est ici que j'ai encore un aveu, ma chère, ma tendre Hélène, un aveu bien pénible, bien honteux à te faire...

— Un aveu ?... reprit celle-ci ; parl-Carmen. N'es-tu pas ma sœur ? N'est-ce pas à ton affection que je dois tout ce qui est ma joie, ma vie ? N'est-ce pas ton appui qui a fait de l'orpheline délaissée de tous la femme de l'homme m'elle avait la folie d'adorer, de mon Ramon bien aimé ?

Et, en prononçant ces mots, Hélène jetait un long regard d'amour sur l'homme dont elle portait si dignement le nom et qui était bien loin de supposer les confidences poignantes échangées à quelques pas de lui par deux êtres qu'il aimait tant.

— Parle donc sans crainte ! Le jour où je suis, grâce à toi, devenue la sœur, tu as conquis tous les droits à mon éternelle reconnaissance, et, quoi que tu puisses exiger de moi pour te le prouver, je n'en resterai pas moins ta débitrice et ton obligée.

— Eh bien ! fit Carmen en baissant les yeux comme si, malgré les délicats et tendres encouragements d'Hélène, elle ne pouvait se résoudre à parler, comme ton mari était absent et que tu n'avais rien à redouter, j'ai eu le tort par un surcroît de précautions, que l'événement aujourd'hui justifie d'ailleurs, de dire à M. d'Alboize de m'adresser ses lettres, poste restante...

— Achève donc...

— A ton nom...

— A mon nom !

— Oui... De sorte qu'aujourd'hui, M. de Saint-Hyrieix, entre mes mains cette lettre fatale, a cru...

— Qu'elle était pour moi !... et que j'avais un amant... et que j'étais une...

— Non ! interrompit vivement Carmen, autant pour rassurer sa sœur que pour ne pas entendre dans cette bouche si chère et si pure le mot qui était sa condamnation. Non ! ne vas pas te figurer cela ! Oh ! pour rien au monde, je n'aurai voulu, je n'aurai souffert une pareille profanation ! Je lui ai dit qu'il s'agissait d'une charité que tu faisais, d'une misère honteuse que tu soulageais, sans vouloir qu'on le sût, qu'on le soupçonnat même. Et loin de te mépriser, il ne t'en estime et ne t'en respecte que davantage.

— Un mensonge de plus, dit douloureusement Hélène ; et quel mensonge !

— Que veux-tu, ma sœur ? Ne le fallait-il pas ?

— Oui... balbutia Hélène, tu as raison !

— Mais sois tranquille, continua Carmen, c'est pour moi une leçon terrible, va, ma chérie, que ce soupçon qui a failli t'effleurer, toi ma sauvegarde, mon ange gardien !

— Mais alors cette lettre, où est-elle en ce moment ? Toujours entre les mains de ton mari ?

— Oui. Il te la remettra lui-même tout à l'heure. Encore un effort, ne te trahis pas !

Soit ! je suis trop avancée maintenant pour reculer, d'ailleurs ! Et puis, ajouta-t-elle en déposant un tendre baiser sur le front brûlant de la coupable et désignant Ramon du regard, je paye ma dette.

La cloche du déjeuner les interrompit.

— Allons !... à table !... fit M. de Saint-Hyrieix en faisant sa rentrée dans le salon. C'est le dernier repas que nous prendrons en commun d'ici à longtemps. Il ne faut pourtant pas qu'il soit triste !

Malgré les exhortations du mari à Carmen, malgré les efforts qu'il fit même, contrairement à ses habitudes, pour égayer ses compagnons de table une mélancolie réelle ne tarda pas à peser sur les quatre convives.

Et quand, à la fin du déjeuner, Ramon but aux voyageurs, à leur heureuse traversée, et surtout à leur retour, des larmes brillaient dans tous les yeux.

Les journées de départ passent rapidement.

Les derniers préparatifs, les allées et venues ordinaires en ces moments, les mille recommandations motivées par un voyage de cette importance absorbèrent celle-là bien vite.

Pourtant, il faut croire qu'au gré de Carmen les heures ne s'envolaient pas aussi vivement qu'elle l'eût désiré, car plus d'une fois elle s'approcha de sa belle-sœur et lui demanda avec anxiété à voix basse :

— Eh bien ?

— Rien encore, répondit simplement celle-ci.

Enfin, le valet de chambre entra pour annoncer que l'omnibus du chemin de fer venait d'emmener les domestiques avec les derniers colis, et que le landau qui devait conduire à la gare les deux ménages était attelé.

Il avait été naturellement convenu que Ramon et Hélène ne quitteraient M. et Mme de Saint-Hyrieix que sur le quai même du départ, installés dans leur coupé, et quand le sifflet de la locomotive les y contraindrait.

A ce moment, M. de Saint-Hyrieix, qui descendait de chez lui en costume complet de voyageur, s'approcha de Mme de Montlaur.

Les deux belles-sœurs échangèrent un regard.

— Tiens, Ramon, fit Carmen pour détourner l'attention de son frère, aide-moi donc à fermer les courroies de mon sac, je ne puis pas y arriver.

— Ma chère Hélène, fit à demi-voix Firmin à cette dernière, j'ai une restitution à vous faire, et surtout des excuses à vous exprimer pour avoir pétré les secrets de votre charité. J'aurais voulu, pour me faire pardonner, vous demander de m'y associer; mais Carmen m'a dit que vous teniez à la garder pour vous seule. Heureusement, vous n'êtes jamais à court sur ce chapitre, et je vous prie d'accepter pour vos autres aumônes ce qu'il m'est interdit de vous offrir pour celle-là.

Et en même temps que la lettre de Robert d'Alboize, il tendit à la jeune femme un billet de banque.

— Merci, mon cher Firmin, répondit Hélène d'une voix émue malgré l'enjouement qu'elle s'efforçait d'y mettre, Mais je ne vais pas pouvoir vous demander de n'être plus jaloux, maintenant que ce sont mes pauvres qui y gagnent.

— Allons ! Allons ! les bavards ! fit la voix de Ramon ; assez causé, et en route, à moins que vous ne teniez à manquer le train, Saint-Hyrieix, ce qui serait vraiment trop gentil de votre part.

— Soit... En voiture donc ! dit le diplomate s'effaçant pour laisser passer Mme de Montlaur, qui avait glissé dans son corsage, pliées ensemble, la lettre de l'amant et l'aumône du mari.

Une fois sur le quai du départ, pendant que M. de Saint-Hyrieix entassait leurs menus objets dans le coupé retenu d'avance, Carmen prit le bras d'Hélène et fit quelques pas avec elle, comme pour regarder les autres voyageurs installés déjà dans les wagons.

— Tu as la lettre, n'est-ce pas ? lui dit-elle rapidement.

— Oui, je vais te la donner.

(A suivre).